

ment fondé sur le contenu en protéine, qui nous permette d'offrir en vente notre blé sur une base garantie de protéine. Les cultivateurs de l'Ouest seraient beaucoup plus heureux si le gouvernement actuel indiquait qu'il est prêt à répondre à la demande. Même le ministre responsable de la Commission du blé a reconnu, à son retour de Londres, la nécessité de vendre le blé sur une base garantie de protéine. Que le gouvernement se hâte donc d'appliquer les mesures de réforme nécessaires.

Je voudrais maintenant dire un mot de la manutention de la graine de colza. La graine de colza à laquelle on a attaché peu d'importance dans le passé est, de l'avis de bien des gens, une culture qui peut devenir profitable. La récolte s'élevait cette année à 40 millions de boisseaux. Il est question de pouvoir vendre jusqu'à 100 millions de boisseaux à l'étranger. Reste à savoir si la chose sera possible. Nous n'avons pas donné à cette récolte une importance de nature à dénoter de très grandes promesses. Les livraisons à nos ports océaniques se sont faites au ralenti. A Vancouver, par exemple, la réserve de graine de colza n'est que de 1,500,000 boisseaux. Il y a des mois qu'on ne trouve plus de graine de colza disponible à Vancouver. Toute la quantité a été vendue antérieurement. Un acheteur de colza qui veut se faire livrer une quantité de cette graine à Vancouver doit attendre neuf ou dix semaines car, vu le régime des quotas, l'expédition des grains en régime de zones et le manque d'installations de nettoyage à Vancouver, c'est le temps que mettra la graine de colza à venir du compartiment de l'agriculteur au port océanique.

• (12.20 a.m.)

Les récoltes de plantes oléagineuses comestibles ont été insuffisantes dans le monde entier, cette année. Nous ne semblons pas avoir tiré pleinement parti de la situation ni avoir pu exploiter pleinement le marché. Peut-être est-ce parce que la Commission du blé, tout en étant chargée des quotas et de l'expédition, n'a rien à voir avec les ventes. L'automne dernier, on entendait constamment parler de ventes de graine de lin ratées, parce que cette céréale n'avait pas été acheminée aux ports océaniques. Peut-être a-t-on exagéré la chose, mais on garde quand même l'impression peu agréable que la Commission du blé n'a pas fait tout ce qu'elle aurait pu dans les circonstances.

Du côté des céréales de provende, il faudrait adopter une politique énergique. Nous n'avons vendu l'an dernier que 26 millions de boisseaux d'orge dans les marchés internationaux. Nos exportations de cette année seront vraisemblablement beaucoup plus considéra-

bles. Pour quelle raison? Il semble que ce soit parce que le prix de notre orge, dans les marchés mondiaux, est maintenant établi à des niveaux vraiment concurrentiels. Le prix est plus bas, mais au moins nous vendons notre orge. Si on avait adopté cette politique l'an dernier, les résultats auraient sans doute été meilleurs.

Ce n'est là qu'un petit nombre de régions qui méritent qu'on en parle. Il y a bien des régions où il reste beaucoup à faire. Nous venons tout juste de commencer vraiment à songer à ce qu'on devrait faire dans nos régions de vente. Le gouvernement a fini par envisager les problèmes de l'agriculture de l'Ouest d'un point de vue expressément légaliste et administratif. Le ministre parle de la production destinée à l'exportation des ventes et de l'équilibre exact de chacun de ces domaines. Le gouvernement croit qu'on peut transformer les agriculteurs en chiffres et qu'ils réagiront comme des fourmis apprivoisées. Comme il peut se tromper. Si tel doit être l'objectif essentiel de la politique gouvernementale, celle-ci laisse beaucoup à désirer; c'est une ombre pâle de ce qu'on devrait faire. L'agriculture de l'Ouest devra encore attendre avant que le ministre ne l'emène dans la Terre promise.

Je tiens à dire que les règlements proposés vendredi dernier semblent très complexes et très difficiles. J'espère que le ministre fera tout son possible pour les rendre publics, car chaque agriculteur devra décider ce qu'ils signifient pour lui. Je voudrais terminer en lisant ce que le premier ministre Thatcher aurait déclaré, d'après la page 2 du *Western Producer* du jeudi 26 février:

La crise agricole, a-t-il déclaré, a provoqué dans les Prairies un mécontentement qui a quelque chose d'effrayant. Je dois dire à cette assemblée qu'à moins de prendre rapidement des mesures d'une grande portée, l'industrie agricole de l'Ouest du Canada risque d'être ruinée pour dix ans.

J'espère que le ministre retiendra ces paroles et qu'il veillera au problème du grain des Prairies.

M. A. C. Cadieu (Meadow-Lake): Monsieur l'Orateur, je suis très heureux de pouvoir participer ce soir à ce débat très important sur une matière qui me concerne de très près. J'aimerais citer brièvement un éditorial paru aujourd'hui dans un journal de l'Ouest, le *Winnipeg Tribune*:

Le mieux qu'on puisse dire du programme d'Ottawa visant à réduire les emblavures, c'est qu'il vaut mieux que rien. Il pourra remédier provisoirement à une situation désespérée, mais il n'offre aucune solution permanente aux problèmes des céréaliculteurs des Prairies, et il ne saurait en aucun cas remplacer un programme agricole à long terme du gouvernement fédéral.

L'article résume assez bien la situation. Sans aucun doute quelques agriculteurs, qui